



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 26 juillet au 1<sup>er</sup> août 2019

Le 2 août 2019

## Résumé

**Bangladesh** : 47 banques commerciales ne respectent pas la règle 9.00%-6.00% de la Bangladesh Bank. Les importations de blé en légère baisse, pour la première fois en 7 ans. 53 projets de construction de centrales électriques en cours. 142M€ de dons pour réformer le système de sécurité sociale. L'entrée en bourse réussie du *Sea Pearl Beach Resort*.

**Bhoutan** : Les recettes du secteur touristique ont atteint 9,8 M\$ en mai.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : L'indice de production des industries lourdes a atteint son plus bas niveau sur plus de quatre ans. L'indice Nikkei des directeurs d'achat (PMI) dans le secteur manufacturier en hausse en juillet. L'Inde recule au 7<sup>ème</sup> rang du classement du PIB de la Banque mondiale en 2018.

*Finances publiques* : Le déficit s'est par ailleurs élevé à 4 320 Mds INR (56,3 Mds €) sur le premier trimestre de l'exercice budgétaire actuel. Les recettes recouvrées au titre de la taxe sur les biens et services (GST) dépassent le seuil de 1 000 Mds ₹ en juillet.

*Politique monétaire et financière, autres informations* : L'Inde aurait enregistré des sorties nettes de flux de portefeuille en juillet. Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) affichent une nette reprise en juin. La Banque centrale (RBI) a par ailleurs de nouveau assoupli la réglementation aux emprunts commerciaux extérieurs.

**Maldives** : Croissance du PIB réel de 3,1% au premier trimestre 2019. Profit en hausse pour la Bank of Maldives au premier semestre 2019.

**Népal** : Les recettes publiques ont progressé de 25% en glissement annuel sur les onze premiers mois de l'exercice budgétaire (mi-juillet 2018 /mi-juin 2019). Hausse des transferts de migrants en juin.

**Pakistan** : Le Pakistan lève 500 MUSD auprès d'un consortium de banques émiriennes. 1,25 Md USD vont être levés pour apurer une partie de la dette circulaire du secteur électrique. Les rapatriements de dividendes en baisse de 21,3% entre 2017/18 et 2018/19. Opérations multiples dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme. Collecte fiscale décevante pour le 1<sup>er</sup> mois de l'année budgétaire en cours

**Sri Lanka** : Nouveau ralentissement de l'inflation en juillet. Hausse des exportations de thé au premier semestre 2019.

**BANGLADESH**

- **Crise de liquidité - 47 banques commerciales ne respectent pas la règle 9.00%-6.00% de la Bangladesh Bank.** La règle 9.00%-6.00% de la BB, mise en place en décembre dernier, vise à obliger les banques commerciales à prêter à un taux maximum de 9.00% alors que la rémunération des dépôts ne doit pas excéder 6.00%. Cependant, et du fait la crise de liquidité actuelle, 47 banques offrent des taux de dépôt sur les plans d'épargne entre 6.00% et 11.50% par conséquent plus élevé que la rémunération des National Saving Certificate de maturité à 1 an. Dans le même temps et pour éviter les arbitrages spéculatifs, les taux d'emprunt ont augmenté et oscillent entre 6.00% et 20.50% selon le dernier rapport de la BB. Par exemple, les taux d'emprunt pour les PME varient entre 9.00% et 20.00%, ceux de l'immobilier entre 7.00% et 16.00% alors que les taux d'intérêt des crédits à la consommation fluctuent de 7.99% à 20.50%.

La BB doit donc arbitrer entre obliger les banques commerciales à respecter la règle 9.00%-6.00%, ce qui aggraverait la crise de liquidité actuelle, et laisser les banques fixer des taux d'intérêt élevés, ce qui a pour effet de pénaliser l'activité économique mais d'augmenter la liquidité disponible.

- **Agriculture – Les importations de blé en légère baisse, pour la première fois en 7 ans.** Cette baisse des importations de blé en volume atteint 2,4%, soit environ 6 millions de tonnes sur l'exercice budgétaire 2018-2019. La facture totale demeure toutefois stable par rapport à l'année précédente, à 1,5 Mds\$. Le secteur privé importe 91% de la marchandise, lorsque le reste est importé par le gouvernement (7%) et dans le cadre de l'aide alimentaire (2%). La très bonne récolte du riz (prix faible) ainsi que d'importantes réserves expliquent notamment cette baisse.

Le pays fait partie des 5 plus grands importateurs de blé mondiaux et la hausse tendancielle des importations devrait toutefois perdurer, face à une demande en constante progression et une stagnation de la production. La production locale ne permet actuellement de satisfaire que 15,7% de la demande totale et les importations représentaient ainsi 6,15 millions de tonnes en 2017-2018. Elles pèsent de manière non négligeable sur la balance commerciale et s'est traduit par une facture de 1,49 Mds\$ en 2017-2018. Le volume des importations est en forte progression (3,80 millions de tonnes en 2014-15) tandis que l'envolée des cours est restée contenue (1,12 Mds\$ en 2014-15). Le pays profite d'un cours mondial du blé qui a chuté sous l'effet d'une offre abondante : 335\$/tonne en mai 2014 contre 180\$/tonne en mai 2017. Les perspectives de récoltes satisfaisantes au sein des grands producteurs devraient permettre de contenir les prix pour la campagne 2019. Cette dépendance aux cours mondiaux reste cependant une contrainte forte pour le pays en cas de mauvaises récoltes et de remontées rapides des prix. En 2018-2019, les principaux fournisseurs étaient la Russie (43%), l'Ukraine (25%), le Canada (14.6%), et les Etats-Unis (13%).

- **Energie – 53 projets de construction de centrales électriques en cours.** 113 centrales seront remplacées d'ici 2041. Dans son discours de présentation du budget, le ministre des Finances a annoncé que 53 projets de construction de centrales étaient en cours et qu'ils permettraient de produire 14 202 MW supplémentaires. Ceux-ci s'ajouteront aux 21 169 MW actuellement produits. En plus de cela, 18 appels d'offres seraient en cours, pour une capacité cumulée de 5801 MW. Le gouvernement, dans le cadre de son plan stratégique à l'horizon 2041 « Power System Master Plan 2016 » prévoit une production de 24 000 MW en 2021, 40 000 en 2030 et 60 000 en 2041. Le gouvernement souhaite se tourner de plus en plus vers le charbon, avec



plusieurs projets de grosses centrales (1200 ou 1320 MW) bénéficiant de financement chinois, japonais et indiens. Cette énergie, moins coûteuse, permettra notamment de remplacer 113 anciennes centrales thermiques au fioul, très onéreuses, pour une capacité installée de 12 550 MW. Un calendrier a été fixé jusqu'en 2041.

- **Union Européenne – 142M€ de dons pour réformer le système de sécurité sociale.** L'Union européenne a signé cette semaine un accord pour financer deux projets pour la somme totale de 142M€. 132M€ contribueront à la mise en place des réformes dans le cadre de la National Social Security Strategy (NSSS), tandis que 10M€ soutiendront la mise en œuvre d'un plan stratégique de gestion des finances publiques (PFMRS). Le but principal du PFMRS est de renforcer la comptabilité locale et d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures. Cela se traduira par une assistance technique auprès du National Board of Revenue et du Parlement national. De son côté le NSSS visera à consolider les systèmes de sécurité sociale, avec une prise en compte améliorée notamment des femmes et des enfants.
- **Bourse - L'entrée en bourse réussie du *Sea Pearl Beach Resort*.** Le 16 juillet 2019, l'hôtel Sea Pearl Beach Resort de Cox's Bazar a été introduit en bourse (début des échanges d'actions). La firme a émis 15 millions d'actions pour une valeur de 10 BDT l'unité (soit une capitalisation boursière de 1 576 719 euros). Selon les états financiers du 30 juin 2018, la valeur nette des actifs était de 10.48 BDT alors que le gain moyen par action était de 0.61 BDT (période entre juillet 2018 et mars 2019). Le capital levé sera utilisé pour la finition de 157 chambres (71.22%), l'achat de terre (17.77%) et amortir le coût de l'introduction en bourse (11.01%). Dès sa première journée d'échange le mardi 16 juillet, l'action de l'hôtel a gagné 261% à la cotation de la première bourse du pays, passant ainsi de 10.00 BDT à 36.40 BDT. 5.01 millions d'actions, pour une valeur de 154 millions de BDT, ont été échangées ce jour-ci au DSE. Quant à la bourse du CSE, l'action a gagné 257% passant ainsi de 10 BDT à 35.70 BDT. Le nombre d'actions échangé est de 1.71 millions pour une valeur de 54.07 millions de BDT.

## BHOUTAN

- **Les recettes du secteur touristique ont atteint 9,8 M\$ en mai.** Elles auraient, selon les chiffres de la Banque centrale, connu une contraction de 3,5% en glissement annuel après quatre mois de hausses consécutives.

La baisse des recettes touristiques résulte, en premier lieu, de la chute conjointe des arrivées, qui affichaient une contraction de 1% en rythme annuel à 6 873 visiteurs en mai d'après les chiffres du Département du Tourisme (*Tourism Council of Bhutan*). Alors que les investissements dans le secteur touristique (infrastructures aéroportuaires, offre d'hébergement) s'affichent en hausse, le gouvernement escompte désormais plus de 60 000 d'arrivées sur l'ensemble de l'année 2019, alors que les 61 512 touristes accueillis en 2018 marquent un léger repli par rapport au pic historique de 2017 (62 349 personnes).

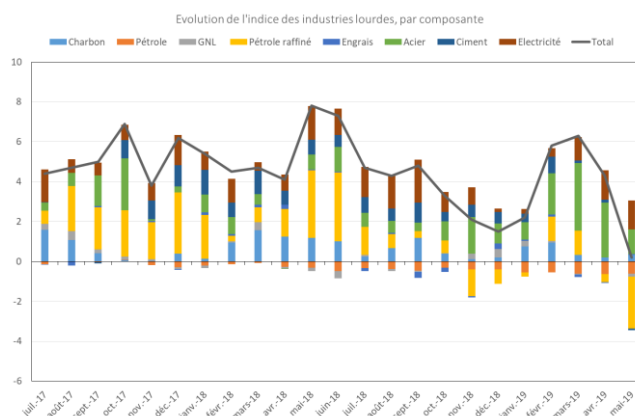
Ainsi, les dépenses des touristes étrangers atteindraient, en moyenne sur le mois, un montant de l'ordre de 1432 \$/jour. Sur les cinq premiers mois de l'année, les recettes issues de la fiscalité spécifique du tourisme ont, quant à elles, augmenté de 10% à 36,1 M\$, pour près de 26 948 touristes accueillis (+11,9% en rythme annuel).

## INDE



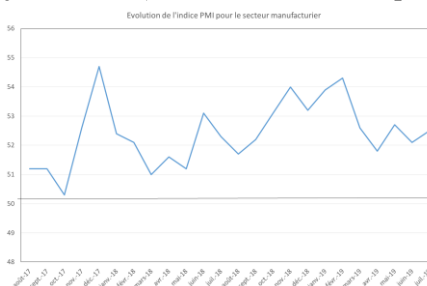
## INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'indice de production des industries lourdes a atteint son plus bas niveau sur plus de quatre ans.** La croissance de l'indicateur, qui représente plus de 40 % dans le calcul de l'indice de production industrielle, s'élève à seulement 0,2 % soit la plus faible progression enregistrée depuis avril 2015. Sur les huit secteurs clés étudiés, la moitié seulement affiche un essor de la production en glissement annuel.



La nette chute de l'indice, publié par le ministère du Commerce et de l'Industrie, est principalement tributaire de la contraction de la production de pétrole raffiné (-9,3 % en rythme annuel), et, dans une moindre mesure de la baisse de l'extraction de pétrole brut (-6,8 %). Ainsi, le secteur du pétrole raffiné, qui représente près de 30% de la pondération totale, affiche une contraction de son activité pour le second mois consécutif, alors que la production de pétrole (9% du poids de l'indice) brut demeure en territoire négatif sur les vingt derniers mois. La production de charbon, qui représente 10 % dans le calcul de l'indice, progresse pour sa part de 3,2 % et affiche ainsi une reprise après un mois de mai atone (+1,9%). On notera, par ailleurs, le ralentissement de la production d'acier (+6,9 % après des essors supérieurs à 10% sur les trois derniers mois, dont un pic à 19% en avril), tandis que la production de ciment affiche pour sa part un recul (pour la première fois depuis octobre 2017). Enfin, il convient de rappeler la bonne performance du secteur électrique (+7,3%, à l'instar du mois précédent), qui représente pour rappel 20% de la pondération de l'indice. Sur le premier semestre de l'année calendaire 2019, l'indice des industries lourdes enregistre une croissance moyenne de 3,4 %, très inférieure à celle affichée sur la même période un an plus tôt (+5,5 %).

- **L'indice Nikkei des directeurs d'achat (PMI) dans le secteur manufacturier en hausse en juillet.** Après avoir enregistré une légère modération en juin (à 52,1), il s'élève un mois plus tard à 52,5 selon l'enquête menée par *IHS Markit*. Le sous-indice relatif au secteur manufacturier indique ainsi une nouvelle expansion du segment en janvier (pour mémoire, une valeur supérieure à 50 points reflète des perspectives à la hausse de l'activité) bien qu'il demeure en-deçà de sa moyenne sur les douze derniers mois, à 53. En plus de la production, les nouvelles commandes et l'emploi continuent d'augmenter dans le secteur en juillet.





La hausse du prix des intrants continue d'être modérée, à un étiage de trois mois, et demeure inférieure à la moyenne de long terme. On notera, enfin, que les entreprises manufacturières continuent d'anticiper une hausse de la production lors des 12 prochains mois.

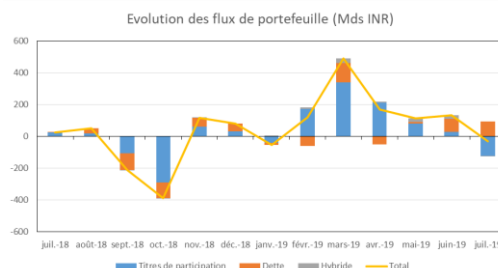
- **L'Inde recule au 7<sup>ème</sup> rang des économies en 2018, selon le nouveau classement actualisé de la Banque mondiale.** Les dernières données de l'Institution de Washington classe l'Inde au 7<sup>ème</sup> rang, soit une perte de deux places par rapport à l'année 2017 où l'Inde se classait au 5<sup>ème</sup> rang. Ainsi, l'Inde qui se trouvait il y a un an devant le Royaume-Uni et la France est désormais de nouveau derrière ces deux économies avec un PIB estimé à 2 700 Mds \$ en 2018 (contre respectivement 2 820 et 2 780 Mds \$ pour le Royaume-Uni et la France).

### FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit s'est élevé à 4 320 Mds INR (56,3 Mds €) sur le premier trimestre de l'exercice budgétaire actuel.** Le déficit budgétaire représente ainsi déjà 61,4 % de sa cible annuelle fin juin 2019. Les dépenses budgétaires, souvent concentrées sur les trois premiers mois de l'exercice, se sont établies à 7 217 Mds INR (94 Mds €), soit 25,9 % de l'objectif annuel du ministère des Finances. A cet égard, les dépenses courantes ont atteint 6 587 Mds INR (26,9 % de la cible) tandis que les dépenses d'investissement se sont élevées à 630 Mds INR (18,8 % de l'objectif). Les recettes totales se montent sur la période à 290 Mds INR, soit seulement 15,3 % de l'objectif du gouvernement. On relèvera en particulier que les revenus fiscaux totalisent 51 Mds INR, tandis que les recettes d'investissement et de cession enregistrées apparaissent plutôt marginales (33 Mds INR soit 12,5% du total prévu).
- **Les recettes recouvrées au titre de la taxe sur les biens et services (GST) dépassent le seuil de 1 000 Mds ₹ en juillet.** Après s'être établies à 999 Mds ₹ en juin, elles s'affichaient à 1 020 Mds ₹ (13,3 Mds €) un mois plus tard. Les montants perçus s'affichent ainsi en hausse de 5,8 % par rapport à l'exercice antécédent, avec des recettes mensuelles moyennes de 981 Mds ₹ sur l'exercice 2018-19.

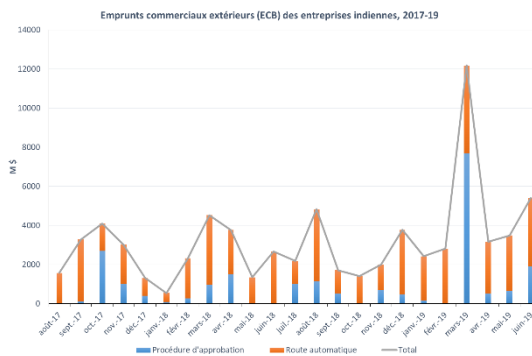
### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **L'Inde aurait enregistré des sorties nettes de flux de portefeuille en juillet.** Elles ont atteint, selon le dépositaire central des titres de valeur, 30 Mds ₹ (390 M\$) au cours du mois de juillet, dont des sorties nettes de 124 Mds ₹ au titre des titres de participation contre des entrées nettes de 94 Mds ₹ au titre des instruments de dette, pour une balance ainsi déficitaire pour la première fois depuis janvier dernier. L'accélération des sorties de capitaux résulterait, au-delà des tendances globales observées dans la plupart des économies émergentes (en lien aux anticipations de baisse des taux de la Fed), de l'inquiétude croissante des investisseurs vis-à-vis de l'évolution des paramètres économiques du pays.





- Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) affichent une nette reprise en juin.** La Banque centrale (RBI) recensait ainsi 109 levées de fonds vis-à-vis des non-résidents, contre une moyenne de 80 en 2018, pour un montant de 5,4 Mds \$. Un net rebond de l'endettement extérieur des groupes indiens, sensiblement supérieur à la moyenne des emprunts sur douze mois glissants (3,8 Mds \$). 104 opérations ont été réalisées par la voie automatique, pour un montant total de 3,4 Mds \$, tandis que six sont passées, pour un montant total de 1,9 Md \$, par la procédure d'approbation spécifiques.



On notera le cas de l'emprunt à 3 ans de 650 M\$ réalisé par la société financière non-bancaire, *India Infoline Finance Limited* (à l'instar du groupe *L&T Finance Limited* pour un montant de 375 M\$ sur trois ans), qui apparaît comme l'opération la plus importante de la période ; derrière les levées de fonds de la société publique *Power Finance Corporation* dans le cadre de la stratégie de désinvestissement du groupe (1 Md \$ entre cinq et dix ans).

- La Banque centrale (RBI) a par ailleurs de nouveau assoupli la réglementation aux emprunts commerciaux extérieurs.** Les nouvelles dispositions, via un assouplissement des modalités d'endettement au titre des emprunts commerciaux extérieurs (ECB), permettront ainsi aux entreprises de s'endetter au titre de l'augmentation du fonds de roulement ou bien du remboursement de dette en roupies. Elles visent ainsi à soutenir les besoins de liquidité pour les entreprises et les sociétés financiers non-bancaires, ce qui pourrait faciliter le remboursement des dettes auprès des créanciers financiers.

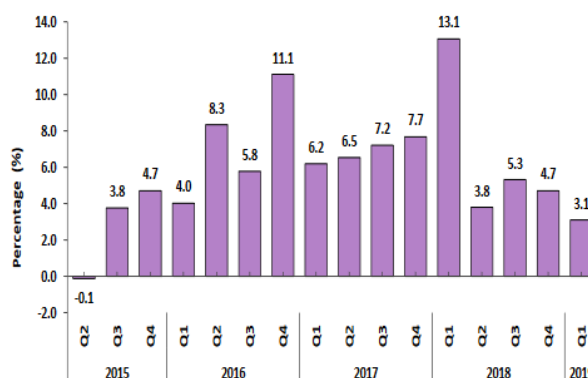
Les emprunts commerciaux extérieurs permettent pour mémoire aux grands groupes indiens de s'endetter directement sur le marché extraterritorial à concurrence d'un plafond de 750 M\$ par exercice financier au titre de procédure ordinaire (*automatic route*, par opposition à la procédure d'approbation expresse).



## MALDIVES

- Croissance du PIB réel de 3,1% au premier trimestre 2019.** Il s'agit d'un net ralentissement comparé au premier trimestre de 2018, qui avait vu la richesse nationale maldivienne s'accroître de +13,1% en g.a. Cela constitue également une performance moindre par rapport aux trois précédents trimestres (+3,8% au T2 2018, + 5,3% au T3 2018 et +4,7% au T4 2018). Le PIB de l'archipel a été tiré par le tourisme, qui enregistre la plus forte expansion (+4,3% en g.a), et demeure le premier secteur de l'économie (27,8% du PIB). Les « transports et télécommunication » (second secteur avec 13,1% du PIB) a connu une légère progression au T1 2019 (+0,7% en g.a). La décélération de la croissance sur la période janvier-mars 2019 tient à l'affaiblissement du secteur de la construction, dont la valeur ajoutée a reculé de -1,0% en g.a (contre une hausse de +1,2% au T1 2018). Ce secteur est passé de 8,3% à 5,1% du PIB en un an.

Figure 2: Growth rate from corresponding quarter (%)



- Profit en hausse pour la Bank of Maldives au premier semestre 2019.** D'après son rapport à mi-parcours publié récemment, la Banque nationale maldivienne a réalisé un bénéfice net de 528 M MVR (soit environ 30,9 M EUR) au S1 2019. Cela constitue une augmentation de +5,8% comparé à la même période en 2018.

## NEPAL

- Les recettes publiques ont progressé de 25% en glissement annuel sur les onze premiers mois de l'exercice budgétaire (mi-juillet 2018 /mi-juin 2019).** Elles auraient atteint 728 Mds NPR (9,4 Mds \$), soit 96,2% de la cible annuelle révisée par la loi de finances selon les chiffres du ministère des Finances.

Cette hausse résulte, pour environ un tiers, de la progression dynamique des recettes fiscales, notamment de la TVA, qui a progressé de 30% en glissement annuel pour s'établir à 215 Mds NPR (+ 36 Mds NPR en glissement annuel) ; cette performance serait également le fruit de la bonne collecte de la fiscalité sur le revenu, en hausse de 21,2% à 154 Mds NPR. Les recettes encaissées au titre des droits d'accises (+ 16% à 114 Mds NPR), qui représentent près de 15% du total, sont, de même, apparues en progression. Les recettes non-fiscales, qui représentent 10% de l'ensemble des recettes sur les quatre premiers mois de l'exercice actuel, marquent en outre une évolution positive, avec une progression de 11% en glissement annuel pour s'établir à 80 Mds NPR. On relèvera, enfin, la bonne tenue des droits de douanes avec un essor des recettes associées de 20% à 142 Mds NPR.



- **Hausse des transferts de migrants en juin.** Selon les données publiées par la Banque centrale népalaise (NRB), les transferts des migrants se sont élevés à 7,1 Mds \$ entre juillet 2018 et juin 2019, contre 6,5 Mds \$ sur la période analogue un an plus tôt, soit une augmentation de 8,1 %. Ces chiffres ne tiennent pas compte de flux informels (*hundis*) qui pourraient représenter, selon certaines études, jusqu'à un quart des flux totaux alors que près d'un ménage sur deux bénéficierait, directement ou indirectement, de transferts d'un migrant.

## PAKISTAN

- **Le Pakistan lève 500 MUSD auprès d'un consortium de banques émiriennes.** Le prêt islamique a été syndiqué par Emirates NBD Capital auprès de 12 banques (Commercial Bank of Dubai, Emirates NBD, Noor Bank, Allied Bank, Dubai Islamic Bank, First Abu Dhabi Bank, Mashreq Bank, Sharjah Islamic Bank, Samba Financial Group, Bank of Jordan, Habib Bank Ltd et Union de banques arabes et françaises).
- **1,25 Md USD vont être levés pour apurer une partie de la dette circulaire du secteur électrique.** Suite à une opération de même ampleur intervenue en février dernier, 200 Mds PKR (1,25 Md USD) vont être levés par *Power Holding Private Ltd* (véhicule créé pour lever des fonds auprès des banques commerciales et qui se finance par une redevance intégrée au tarif de l'électricité) auprès d'une dizaine de banques commerciales pakistanaises. Le Pakistan Energy Sukuk-II permettra de réduire une partie des arriérés de l'Etat pakistanais à l'égard de plusieurs IPP (*Independent Power Producer*) et de régler le montant que l'Etat pakistanais a été condamné à payer par la London Court of International Arbitration à la suite d'une plainte déposée par plusieurs IPP.
- **Les rapatriements de dividendes en baisse de 21,3% entre 2017/18 et 2018/19.** Ils sont passés de 2,3 Mds USD en 2017/18 à 1,8 Md USD en 2018/19. Cette baisse est liée à la dépréciation de la roupie pakistanaise et à la baisse des investissements de portefeuille. Les principaux pays sources sont le Royaume-Uni (365 USD), les Etats-Unis (317 MUSD), les Pays-Bas (172 MUSD), les Emirats arabes unis (117 MUSD), la Suisse (112 MUSD), Hong Kong (92 MUSD), la Chine (87 MUSD), Malte (70 MUSD), le Japon (67 MUSD) et l'Egypte (62 MUSD). La France ne se classe qu'au 12<sup>e</sup> rang avec 31 MUSD. Les principaux secteurs concernés sont par ordre d'importance, les communications, les services financiers, l'exploration d'hydrocarbures, l'agro-alimentaire, l'énergie, la chimie et les équipements de transport.
- **Opérations multiples dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme.** L'administration fiscale (FBR) a décidé de créer une cellule GAFI chargée de vérifier la conformité des activités d'importation avec les règles du GAFI. Cette annonce fait suite à l'arrestation le 17 juillet dernier par l'unité anti-terroriste du Punjab du chef du Jamaat-ud-Dawa (JuD), Hafiz Saeed avec 12 autres dirigeants de cette organisation dans le cadre d'affaires de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. La JuD est accusée d'avoir reçu des montants importants de dix organisations interdites en avril dernier. Par ailleurs, 23 First Information Reports ont été lancés début juillet par l'autorité anti-terroriste, dont certains visant les membres du JuD arrêtés depuis. Enfin, le Comité permanent des finances de l'Assemblée nationale a approuvé le 30 juillet un projet d'amendement à la loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Les contrevenants seront passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans au lieu des deux années auparavant et d'une amende de 5 MPKR à



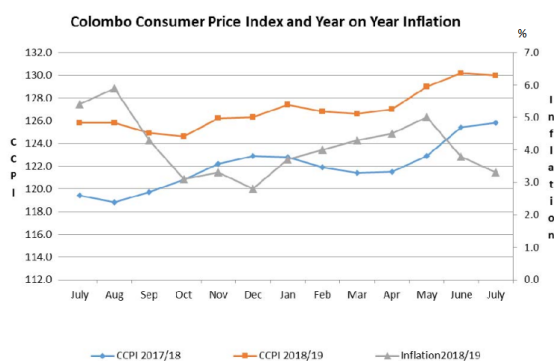


comparer à 1 MPKR précédemment. Par ailleurs, la durée de la détention provisoire, sans mandat d'arrêt, est portée de 90 à 180 jours.

- **Collecte fiscale décevante pour le 1<sup>er</sup> mois de l'année budgétaire en cours** (juillet 2019 – juin 2020). Selon des déclarations officielles, l'administration fiscale (FBR) aurait collecté 278 Mds PKR (1,7 Mds USD) d'impôts et taxes en juillet 2019, à comparer à l'objectif de 291 Mds PKR qu'elle s'était fixée. Ce chiffre inclut pourtant 14 Mds PKR collectés au titre de mesures d'amnistie et n'est supérieur à la collecte de l'année précédente qu'à hauteur de 10,6%. Pour rappel, l'objectif pour l'exercice en cours a été fixé à 5 500 Mds PKR, en hausse de 45% par rapport à la collecte effective de 2018/19.

## SRI LANKA

- **Nouveau ralentissement de l'inflation en juillet.** Après avoir marqué le pas en juin, l'inflation mesurée par le *Colombo Consumer Price Index* (CCPI) a confirmé sa tendance au ralentissement en juillet et s'affiche à +3,3% en glissement annuel (après +3,8% en avril en g.a). Ce ralentissement est la conséquence du net recul des prix des biens alimentaires (-2,6% en juillet en g.a, après -1,0% en g.a), alors qu'ils affichaient une progression lors des cinq premiers mois de l'année. Cette catégorie de biens a contribué à hauteur de -0,8 point de pourcentage à l'inflation totale. L'inflation des biens non-alimentaires, qui ont contribué à hauteur de 4,1 points à l'inflation totale, a légèrement fléchi par rapport au mois précédent (+5,9% en g.a en juillet contre +6,0% en g.a en juin).



- **Hausse des exportations de thé au premier semestre 2019.** Les recettes tirées des exportations de ce produit ont atteint 121,8 Mds LKR (environ 625 M EUR) au cours des six premiers mois de l'année, en hausse de +6,9% en g.a. Cette performance est imputable à une hausse du prix de 11 LKR par kilo sur un an, dans un contexte où le volume des exportations s'affiche en baisse en g.a (-5,5%, 145,1 tonnes vendues au S1 2019).

### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D



**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, P. Pillon, P.Fouet, J.Deur et A. Perriot.

Version du 02/08/2019